

## CAHIER DES CLAUSES GENERALES

### SOMMAIRE

ARTICLE I	OBJET DU CAHIER DES CLAUSES GENERALES – DOMAINE D'APPLICATION	page 2
ARTICLE II	SIGNATURE	page 4
ARTICLE III	ORDRES DE SERVICE	page 4
ARTICLE IV	BUREAU DE CONTROLE	page 4
ARTICLE V	COORDONATEUR SPS	page 4
ARTICLE VI	SOUS-TRAITANCE	page 4
ARTICLE VII	DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE	page 4
ARTICLE VIII	MONTANT DES TRAVAUX	page 5
ARTICLE IX	OPTION ET TRAVAUX MODIFICATIFS ACQUEREURS	page 6
ARTICLE X	DIRECTION DU CHANTIER	page 6
ARTICLE XI	COORDINATION ENTRE LES ENTREPRENEURS	page 7
ARTICLE XII	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	page 7
ARTICLE XIII	DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	page 7
ARTICLE XIV	REALISATION DES TRAVAUX	page 8
ARTICLE XV	ORGANISATION DU CHANTIER – DEPENSES D'INTERET COMMUN	page 8
ARTICLE XVI	RECEPTION DES OUVRAGES	page 9
ARTICLE XVII	GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	page 10
ARTICLE XVIII	GARANTIES BIENNALES ET DECENNALES	page 11
ARTICLE XIX	RESPONSABILITES	page 11
ARTICLE XX	ASSURANCES OBLIGATOIRES	page 12
ARTICLE XXI	QUALIFICATION	page 12
ARTICLE XXII	ACOMPTE	page 12
ARTICLE XXIII	SITUATION DE TRAVAUX	page 12
ARTICLE XXIV	PAIEMENT DES TRAVAUX	page 13
ARTICLE XXV	REGLEMENT DEFINITIF DES COMPTES	page 13
ARTICLE XXVI	RETENUE DE GARANTIE	page 14
ARTICLE XXVII	PENALITES ET DOMMAGES ET INTERETS	page 14
ARTICLE XXVIII	DISPOSITIONS DIVERSES	page 15
ARTICLE XXIX	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	page 16
ARTICLE XXX	RESILIATION	page 17
ARTICLE XXXI	CONSEQUENCES DE LA RESILIATION	page 17
ARTICLE XXXII	CONTESTATIONS ET LITIGES	page 18
ARTICLE XXXIII	ELECTION DE DOMICILE	page 18

# CAHIER DES CLAUSES GENERALES

## ARTICLE I – OBJETS DU CAHIER DES CLAUSES GENERALES –DOMAINE D'APPLICATION

\* Le présent cahier définit les charges et conditions générales applicables aux Marchés de travaux ayant pour objet la construction d'immeubles, de groupes d'immeubles, de pavillons, et éventuellement leurs ouvrages annexes ainsi que la réalisation de voiries, réseaux divers et espaces verts, pour le compte du Maître de l'Ouvrage.

\* Dans le cas où le Maître de l'Ouvrage est une société civile immobilière, les engagements sont pris au nom de la société par le Gérant, mais les Entreprises renoncent, de façon formelle, au droit d'exercer une action personnelle contre lui ou contre les associés, et ce, le cas échéant, par dérogation expresse à l'article 2 de la loi n°71 579 du 16 juillet 1971.

\* L'Entreprise exécute les travaux suivant les règles propres à son art dont elle se déclare technicien qualifié, spécialisé et éprouvé.

Le Marché comprend :

### A) Documents particuliers :

- 1) Le cahier des Clauses Particulières (CCP)
- 2) Le présent Cahier des Clauses Générales (CCG)
- 3) Le descriptif tous corps d'Etat, son additif
- 4) la notice notaire.
- 5) La série de plans dont liste jointe au Marché
- 6) Planning d'exécution
- 7) Les rapports du bureau de contrôle
- 8) PGC (Plan Général de coordination du chantier) établi par le coordonnateur SPS
- 9) Le permis de construire (ou de lotir) y compris toutes annexes.
- 10) Les conventions ou accords techniques avec les organismes extérieurs (ERDF-GRDF-France Telecom -DDE, communes, etc...) ou Cahiers des Charges de Cession de terrain des Sociétés d'équipement ou d'aménagement - dans le cas où le terrain sur lequel sont réalisés les travaux a été acquis auprès d'une Société d'aménagement ou d'équipement.
- 11) Rapport étude de sols des fondations (éventuel)
- 12) L'étude thermique

## **B) Documents d'ordre général :**

### **1) Applicables aux travaux de bâtiments :**

- Le cahier des conditions et charges générales applicables aux travaux de bâtiment faisant l'objet du Marché privé norme française P 03.001 Annexe D : Marchés à prix forfaitaires globaux définis "Ne varietur".
- L'ensemble des normes françaises A.F.N.O.R.
- Les documents techniques unifiés et les cahiers des charges édités par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment.
- Les référentiels techniques et règles des organismes certificateurs liés aux certifications et/ou aux labels thermiques retenus par le Maître de l'ouvrage.

### **2) Applicables aux travaux V.R.D. :**

- Les fascicules du Cahier des Prescriptions Communes (décret n° 68 12 58 du 26 décembre 1968),
- Les Cahiers des Prescriptions Communes applicables aux travaux relevant de la Direction de l'Equipement.

Les documents d'ordre général ne sont pas matériellement joints au Marché, mais l'entreprise déclare les connaître parfaitement. Il est précisé que les documents applicables sont les derniers en vigueur à la date de signature du Marché.

Cette énumération de texte ne dispense par l'entreprise du respect de la réglementation en vigueur.

## **C) Organismes extérieurs :**

L'Entreprise déclare connaître les usages locaux en ce qui concerne les exigences des organismes extérieurs tels que :

- EDF/GDF
- Services Techniques Mairie ou District Urbain Concessionnaire eau potable
- DDE
- France Télécom
- Société d'Aménagement ou d'Equipement
- etc...

Elle reconnaît que son prix forfaitaire comprend toutes les sujétions imposées par ces différents organismes.

## **D) Ordre de préséance des pièces contractuelles :**

En cas de contradiction entre deux ou plusieurs pièces du Marché, les indications de la pièce portant le numéro le moins élevé, dans l'énumération qui, est faite aux alinéas précédents, primeront les autres sous réserve des textes d'ordre public, de plus les documents particuliers (A) primeront les documents d'ordre général (B).

En cas de contradictions entre deux ou plusieurs plans, le plus récent prévaudra sur le plus ancien. En cas d'identité de date, les plans dressés à la plus grande échelle auront la priorité. En cas d'identité d'échelle et de date, la décision appartient au Maître d'Oeuvre.

Dans le cas de non concordance entre deux ou plusieurs plans ou documents, l'appréciation en revient d'autorité au Maître de l'Ouvrage assisté du Maître d'Oeuvre.

Il est précisé que toutes les clauses du Marché sont de rigueur. Toute dérogation aux stipulations du marché devra faire l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE II – SIGNATURE**

La seule signature du Maître de l’Ouvrage qui pourra être prise en considération, sera celle du Directeur Technique Régional ou du Directeur Régional ou de toute autre personne habilitée par pouvoir du Président Directeur général de la société.

## **ARTICLE III – ORDRES DE SERVICE**

Les ordres de service seront adressés à l'entreprise par écrit. L'entreprise devra en accuser réception dans les quarante huit heures, en renvoyant le double dûment signé, faute de quoi le Maître de l’Ouvrage pourra résilier le Marché aux torts de l'entreprise.

L'ensemble des ordres de service seront adressés à l'entreprise par le Maître de l’Ouvrage. Lorsque le programme est réalisé par tranches successives, il sera délivré un ordre de service par tranche. Le Maître de l’Ouvrage décidera, en toute souveraineté, du lancement des tranches.

L'Ordre de service fixera le point d'origine du délai contractuel porté dans le planning. Seul l'ordre de service autorise les entreprises à démarrer les travaux sur le chantier.

## **ARTICLE IV – BUREAU DE CONTRÔLE**

Les travaux sont contrôlés par un Bureau de contrôle technique dont les observations s’imposent aux Entreprises qui devront les prendre en compte dans le cadre du prix forfaitaire.

## **ARTICLE V – COORDONNATEUR SPS**

Les travaux sont soumis à la réglementation de la sécurité et de la protection de la santé.

L'Entreprise devra se soumettre aux règles fixées par le coordonnateur SPS dans le cadre du prix forfaitaire.

## **ARTICLE VI – SOUS TRAITANCE**

L'entrepreneur titulaire du Marché peut sous-traiter les travaux qui lui ont été confiés dans les conditions prévues par la loi n° 75 1334 du 31 Décembre 1975. Il devra informer le Maître de l’ouvrage de tout recours à la sous-traitance totale ou partielle des travaux qui lui sont confiés et faire accepter le sous-traitant et agréer les conditions de paiement par le Maître de l’Ouvrage. En outre il devra communiquer le contrat de sous-traitance au Maître de l’Ouvrage.

L’entrepreneur ne pourra dépasser, au plus, deux niveaux de sous-traitance.

L'entrepreneur titulaire du marché est responsable de son sous-traitant vis-a-vis du Maître de l’Ouvrage.

Pour l'application du présent article, l'apport par l'entrepreneur de son Marché à une société ou à un groupement est assimilé à un sous-traité.

## **ARTICLE VII – DOCUMENTS A FOURNIR PAR L’ENTREPRISE**

L'entreprise devra fournir les documents suivants :

### **1) - Lors de la signature :**

PROMOGIM GROUPE	CCG Marchés de Travaux	EV/FN/BG/Mai 2010 PROMOGIM GROUPE	<b>Page 4 sur 18</b>
-----------------	------------------------	--------------------------------------	----------------------

Les devis quantitatifs-estimatifs donnant la décomposition du prix global forfaitaire seront remis au Maître d'Oeuvre et au Maître de l'Ouvrage.

La décomposition du forfait devra être établie par tranche ou par phase.

L'entreprise ne pourra se prévaloir d'une erreur ou d'une omission dans l'établissement de ce document pour obtenir une indemnité ou une majoration du prix du marché, les quantités et le prix étant forfaitaires.

Enfin l'entreprise devra remettre au Maître de l'Ouvrage le certificat de paiement des cotisations Congés payés et URSSAF, les attestations d'assurance RC + décennale par capitalisation, l'attestation de qualification professionnelle et une attestation sur l'honneur précisant l'engagement de l'entreprise de respecter la réglementation du travail et notamment sur l'interdiction d'employer du personnel non déclaré.

## **2) - Avant l'exécution des travaux :**

- Tous les plans d'exécution de tous les corps d'état doivent être remis en deux exemplaires au Maître d'Oeuvre et au Bureau de Contrôle dont les approbations ne sauraient dégager la responsabilité de l'entreprise quant au respect des Clauses de Marché, de la réglementation en vigueur et des règles de l'art.
- Les échantillons et prototypes qui lui seront demandés

## **3) - Pendant l'exécution des travaux jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement :**

Fournir tous les 6 mois les justificatifs définis au dernier alinéa de l'article 1 ci-dessus.

## **4) - En fin de travaux :**

Les plans de récolement au Maître d'Oeuvre en trois exemplaires, dont deux pour le Maître de l'Ouvrage. L'entreprise doit en outre remettre au coordonnateur de sécurité les documents nécessaires à la constitution du dossier d'intervention ultérieure.

Les notices d'utilisation, d'entretien et titres de garantie des appareils et accessoires, devront être remises au Maître de l'Ouvrage en deux exemplaires.

Le règlement de l'entreprise sera suspendu aussi longtemps que la collection des plans et des pièces susvisées ne sera pas complète.

# **ARTICLE VIII – MONTANT DES TRAVAUX**

## **1) - Nature et composition du prix**

Les travaux seront exécutés pour un prix global et forfaitaire, défini "Ne varietur" norme FP 03.001 Annexe D, indiqué au CCP.

Ce prix comprendra tous les travaux décrits ou non, mais nécessaires au complet et parfait achèvement ainsi qu'au bon fonctionnement des ouvrages et à leur conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment en matière de Sécurité et Santé des personnes, compris toutes sujétions, finitions, protection, intempéries, comptes inter entreprises, exigences de la sécurité et nettoyage.

L'entrepreneur est réputé :

- avoir pris connaissance des plans, des devis descriptifs ainsi que du site, du lieu et terrain d'implantation des ouvrages;
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages, leur nature, leur importance, leur particularité.

## **2) - Travaux supplémentaires**

Il est précisé qu'aucun travail supplémentaire ne pourra être pris en compte sans l'accord exprès et préalable du Maître de l'Ouvrage, matérialisé par la signature d'un avenant dûment régularisé par le signataire du marché tant du Maître de l'Ouvrage que de l'Entreprise, conformément à la norme FP 03-001 Annexe D, à l'exception des travaux définis à l'article 9 ci-après.

## **ARTICLE IX – OPTION ET TRAVAUX MODIFICATIFS ACQUEREURS**

### **1) Options**

Une liste d'options proposées aux acquéreurs devra être chiffrée par les entreprises sur demande et contrôle du Maître d'Oeuvre d'Exécution.

Le Maître d'Oeuvre d'exécution établira une grille de prix d'options qui servira au chiffrage des travaux commandés par les acquéreurs.

### **2) TMA**

Il est précisé que des travaux modificatifs autres que les options peuvent être demandés par les acquéreurs.

Les travaux devront être chiffrés par les entreprises sur demande et contrôle du Maître d'Oeuvre d'Exécution.

Le Maître d'Oeuvre d'Exécution établira le devis regroupant tous les chiffrages des entreprises pour l'acquéreur.

### **3) Ordre d'exécution**

Le Maître d'Oeuvre d'Exécution établira un bilan des options et TMA acceptés par les acquéreurs et se tiendra à jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Ce bilan sera joint en annexe au compte-rendu de chantier et servira de commande et ordre d'exécution pour les entreprises.

## **ARTICLE X – DIRECTION DU CHANTIER**

Le Maître d'Oeuvre désigné par le Maître de l'Ouvrage est chargé de la direction, du contrôle et de la surveillance des travaux. Il a, seul, qualité pour interpréter les plans, devis et notes techniques.

L'entreprise est tenue de se conformer strictement aux ordres du Maître d'Oeuvre. Toute décision non confirmée par écrit sera réputée nulle et non avenue.

L'entreprise s'engage à avoir en permanence sur le chantier et jusqu'à la réception, un représentant qualifié et habilité à prendre toute décision qui puisse engager celle-ci dans le cadre de son marché. L'Entreprise s'engage à procéder sans délai, au remplacement de ses représentants à toute demande du Maître d'oeuvre ou du Maître de l'Ouvrage.

L'entrepreneur d'un corps d'état dont les travaux ne sont pas en cours pourra, sur sa demande, être dispensé d'assister à un rendez-vous de chantier sur autorisation du Maître d'Oeuvre.

PROMOGIM GROUPE	CCG Marchés de Travaux	EV/FN/BG/Mai 2010 PROMOGIM GROUPE	<b>Page 6 sur 18</b>
-----------------	------------------------	--------------------------------------	----------------------

## **ARTICLE XI – COORDINATION ENTRE LES ENTREPRENEURS**

La coordination entre les entrepreneurs est assurée par le Maître d'œuvre d'Exécution éventuellement assistée d'un pilote.

Chaque entrepreneur ne doit rien faire qui puisse compromettre la coordination de l'ensemble des travaux exécutés par les différentes entreprises, ni apporter d'empêchement ou de gêne à la surveillance d'ensemble que doit exercer le Maître d'oeuvre.

## **ARTICLE XII – RENDEZ-VOUS DE CHANTIER**

Les rendez-vous de chantier ont lieu une fois par semaine, au jour et heure fixés par le Maître d'Oeuvre et par le Maître de l'Ouvrage.

Les rendez-vous de chantier sont dirigés par le Maître d'oeuvre. L'entreprise ou son représentant qualifié doit assister à chaque rendez-vous de ce chantier (sauf dispense telle que prévue alinéa 4. art.X ci-dessus).

Les Procès-verbaux de réunion de chantier seront rédigés par le Maître d'oeuvre.

Doivent obligatoirement figurer sur ces procès-verbaux : l'état d'avancement hebdomadaire des travaux, l'état hebdomadaire des durées d'intempéries accompagné du bulletin météorologique de la station la plus proche, toutes les instructions et observations du Maître de l'Ouvrage, du Maître d'Oeuvre, du contrôleur technique et du coordonnateur SPS, tous les incidents intervenus sur le chantier au cours de la semaine écoulée.

Les procès-verbaux de rendez-vous de chantier n'auront aucune valeur contractuelle quant à l'exécution des travaux en plus ou en moins, ou à des modifications éventuelles du descriptif, à l'exception des dispositions prévues à l'article IX.3 ci-dessus.

## **ARTICLE XIII – DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX**

### **1) - Période de préparation :**

Cette période d'une durée de 30 jours à compter du jour de la signature des Marchés des Travaux par l'entreprise a pour objet l'établissement et la mise au point des documents d'exécution.

Le non respect par l'entreprise des délais fixés pour la période de préparation sera générateur de pénalités dont le montant est fixé à l'article XXVII.

### **2) - Exécution - délais :**

Le délai contractuel d'exécution des travaux est celui à l'expiration duquel les travaux doivent être terminés et réceptionnés. Ce délai comprend les périodes de reprise des imperfections signalées lors des pré-réceptions.

Les délais contractuels comprennent la durée des congés payés pendant la période d'exécution des travaux.

L'entreprise devra commencer ses travaux à la date prévue au planning contractuel d'exécution.

Au cas où un décalage, par rapport au planning se produirait, soit du fait de retard de l'une des entreprises, soit pour une cause quelconque, le délai d'exécution pour chacun des corps d'état devra, bien que décalé dans le temps, rester égal au délai prévu initialement. Aucune indemnité ne pourra être réclamée de ce fait par les entreprises intéressées, à quelque titre que ce soit.

Tout retard constaté pourra faire l'objet de pénalités de retard, tel que prévu à l'article XXVII.

### **3) - Planning détaillé d'exécution des travaux et de livraison des ouvrages :**

Il sera établi par le Maître d'Oeuvre, en liaison avec l'entreprise, un planning détaillé d'exécution des travaux par corps d'état, dans le cadre des délais précités, qui sera soumis pour accord au Maître de l'Ouvrage avant la fin de la période de préparation.

L'entreprise s'engage à respecter le planning détaillé d'exécution approuvé par le Maître d'Oeuvre et le Maître de l'Ouvrage.

### **4) - Prolongation des délais - Force majeure :**

Il pourra y avoir une prolongation de délai pour des cas de force majeure. La grève ne pourra être invoquée comme cas de force majeure que si elle réunit les conditions exigées par la législation et la jurisprudence et si elle a, en outre, affecté l'ensemble de la profession dans la région considérée.

En ce qui concerne les intempéries, il ne pourra y avoir prolongation des délais contractuels que sur présentation par l'entreprise de justificatifs correspondants et acceptation par le Maître d'Oeuvre du nombre de jours retenus.

## **ARTICLE XIV – REALISATION DES TRAVAUX**

L'entreprise reconnaît qu'elle a parfaite connaissance du terrain sur lequel les constructions en cause doivent être réalisées, de son environnement et de son accessibilité.

Il est rappelé que tout manquement aux règles de Sécurité et de Santé des personnes peut entraîner des sanctions tant civiles que pénales, dont l'entreprise demeurera responsable ; elle ne pourra en aucun cas dégager sa responsabilité en invoquant des ordres ou des consignes de quelque intervenant que ce soit sur le chantier.

L'entreprise est tenue d'intégrer toutes dispositions dans le cadre de la Certification NF LOGEMENT ou NF LOGEMENT Démarche HQE retenue par le Maître de l'ouvrage et d'employer les espèces et qualités de matériaux prescrites dans le descriptif et ses additifs. Elle se conforme aux prescriptions de la certification NF LOGEMENT et/ou NF LOGEMENT Démarche HQE et du label thermique retenu, notamment quant à la qualité technique de l'opération.

Dans tous les cas où les mots "équivalent" ou "similaire" sont employés dans le descriptif, l'entreprise doit, avant mise en œuvre, soumettre le produit à substituer et le nom du fabricant au Maître d'Œuvre et au Maître de l'Ouvrage.

L'emploi de fabrication ou de procédés non traditionnels n'ayant pas reçu l'avis technique du C.S.T.B. (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment), est interdit.

## **ARTICLE XV- ORGANISATION DU CHANTIER - DEPENSES D'INTERET COMMUN**

La responsabilité de l'organisation du chantier incombe à l'entreprise de G.O. aux entreprises désignées dans l'annexe A de la norme NF P 03-001

Les travaux nécessaires à l'installation du chantier, sa desserte, son alimentation en fluides, son entretien et sa sécurité - et plus généralement toutes les charges découlant de l'organisation matérielle et collective du chantier et nécessaires au bon déroulement des travaux de tous les corps d'état - seront effectués sous la responsabilité de l'entreprise de gros œuvre :

- Pendant la phase gros œuvre, l'entreprise de gros œuvre supportera seule les dépenses.

PROMOGIM GROUPE	CCG Marchés de Travaux	EV/FN/BG/Mai 2010 PROMOGIM GROUPE	<b>Page 8 sur 18</b>
-----------------	------------------------	--------------------------------------	----------------------



- En phase de second œuvre, ces dépenses seront réparties entre lesdites entreprises.

Dans le cas d'une opération faisant l'objet d'une certification NF LOGEMENT Démarche HQE, l'entreprise de gros œuvre devra se conformer aux exigences de la certification selon le profil retenu mentionné dans les additifs au descriptif de base.

Ces travaux, qui sont énumérés dans l'annexe A de la norme devront être exécutés par la ou les entreprises désignées dans cette annexe.

Par dérogation à la norme NF P 03-001 article 14 et annexe A :

- Le chauffage du chantier sera à la charge de l'entreprise utilisatrice ou de l'entreprise responsable de la nécessité du chauffage.
- Les bennes mises à la disposition des corps d'états secondaires (hormis pour le lot Cloison Doublage) seront gérées par le lot Gros Œuvre et feront parties du prorata.
- Les raccordements en fluides et consommations du bureau de vente sont à la charge du prorata

### **Règlement du compte dépenses d'intérêt commun**

Une convention de dépenses d'intérêt commun particulière au chantier sera établie par le G.O. avant le début du chantier.

Le règlement du compte dépenses d'intérêt commun se fera de la manière suivante :

Tous les mois, le Maître d'Oeuvre prélèvera sur les situations de travaux automatiquement 1,5% ou 2% selon convention du montant de la situation à titre de provision, à valoir sur les dépenses d'intérêts communs à répartir.

Dans le mois suivant la réception des travaux, les entreprises devront adresser au Maître d'Oeuvre toutes les factures relatives au compte dépenses intérêt commun pour permettre à ce dernier d'arrêter définitivement ce compte. Ce délai est un délai de rigueur.

Toute dépense présentée au-delà de ce délai, sera refusée et rejetée.

## **ARTICLE XVI - RECEPTION DES OUVRAGES**

### **1) - Réception des supports :**

Une visite de contrôle devra être effectuée, avant mise en peinture, en présence du Maître d'Oeuvre et des entreprises, et il sera procédé à la réception des supports par les entreprises peinture et revêtements de sol et muraux.

### **2) – Contrôle de perméabilité à l'air :**

Dans le cadre de la conformité aux exigences du Label thermique BBC Effinergie, un test de perméabilité à l'air sera réalisé avant la réception des ouvrages avec l'obligation pour l'entreprise de lever les éventuelles réserves.

### **3) - Préréception des ouvrages :**

Un mois avant la réception tous corps d'état des travaux, une préréception des ouvrages devra être effectuée, de façon à ce que le jour fixé pour la réception, celle-ci puisse être prononcée sans réserve.

Cette préréception pourra être effectuée en présence du futur acquéreur. Les réserves relevées lors de cette préréception devront être levées par l'entreprise dans un délai maximum de 10 jours. Passé ce délai, les travaux de levée de réserve pourront être commandés par le Maître de l'Ouvrage aux frais et risques de l'entreprise défaillante dans les conditions identiques à celles prévues à l'article XVI.5

### **4) - Réceptions des ouvrages :**

PROMOGIM GROUPE	CCG Marchés de Travaux	EV/FN/BG/Mai 2010 PROMOGIM GROUPE	<b>Page 9 sur 18</b>
-----------------	------------------------	--------------------------------------	----------------------

#### A - Demande de réception, visite de réception :

La réception a lieu, pour tous les corps d'état, dès l'entier achèvement des travaux, et si les conditions d'habitabilité sont assurées; aucune réception partielle des travaux d'un corps d'état considéré ne peut être effectuée.

Le Maître de l'Ouvrage procède à la visite de la réception assisté du Maître d'Oeuvre en présence des entreprises.

Le chantier devra être parfaitement propre pour la réception. Si cette condition n'était pas remplie, cette réception pourrait être retardée et rendre ainsi les entreprises défaillantes passible des applications des pénalités de retard prévues à l'article XXVII.

Cette réception ne pourra pas être prononcée si l'entreprise n'a pas justifiée de l'accomplissement de toutes les obligations mises à sa charge par le marché ou en résultant, notamment de la réfection des malfaçons signalées lors de la préréception et du parachèvement des travaux de finition et de nettoyage. Dans ce cas, l'entreprise se verra appliquer les pénalités prévues à l'article XXVII.

#### B - Date de réception - Procès-verbal :

A l'issue de la visite de réception, le Maître d'ouvrage sur proposition du Maître d'œuvre prononce la réception, qui peut être : réception avec ou sans réserve, ou refus de réception.

Le procès verbal de réception ou de refus de réception, dressé par le Maître d'Oeuvre, est signé par le Maître de l'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et l'Entreprise.

#### 5) - Entrée en possession des ouvrages

Par exception à la norme NFP 03001, il est expressément précisé que la prise de possession de fait des ouvrages, sans avoir signé le procès-verbal de réception, ne pourra être réputée réception sans réserve. En ce cas, le Maître de l'Ouvrage établira, lors de la prise de possession, un état des lieux contradictoire avec l'entreprise, ou à défaut avec le Maître d'Oeuvre.

Dans ce cas l'entreprise devra lever les réserves, conformément au paragraphe 5 ci-dessous.

#### 6) – Levées des réserves

Le délai accordé à l'entreprise pour remédier aux imperfections, objet de réserves, est de 15 jours et court à compter des visites de réception.

Ce délai couvre les interventions de toutes les entreprises concernées.

Dans le cas d'urgence, ce délai pourra être réduit suivant décision du Maître de l'Oeuvre ou du Maître de l'Ouvrage.

Passé ce délai, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure, le Maître de l'Ouvrage, assisté du Maître d'Oeuvre, a le droit de faire procéder à l'exécution desdits travaux par tous ouvriers de son choix, aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant, lequel n'aura pas la faculté de contester les prix de l'entreprise de remplacement.

Le coût desdits travaux et éventuellement le montant des pénalités de retard sont prélevés sur les sommes dont le Maître de l'Ouvrage pourrait être encore redevable à l'entrepreneur. Une compensation s'opère de plein droit entre les prix des ouvrages ainsi exécutés et les reliquats dus à l'entrepreneur.

### ARTICLE XVII - GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

L'entreprise est tenue de la garantie de parfait achèvement de un an conformément au Code Civil.

Pendant cette période, l'entreprise est tenue, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour elle des articles 1792 et suivants et de l'article 2270 du Code Civil, concernant les garanties biennales et décennales, de remédier, dans le délai de 15 jours de leur signalement par le Maître d'Oeuvre ou le Maître de l'Ouvrage, à tous les désordres qui n'auraient pas été constatés lors de la réception, qui surviendraient ou seraient constatés à

PROMOGIM GROUPE	CCG Marchés de Travaux	EV/FN/BG/Mai 2010 PROMOGIM GROUPE	<b>Page 10 sur 18</b>
-----------------	------------------------	--------------------------------------	-----------------------

l'usage, même dans les menus travaux. Elle devra de même exécuter tous travaux qui seraient reconnus nécessaires et faire en sorte que l'ouvrage soit conforme à la destination pour laquelle il a été établi. En particulier, elle devra garantir dans ce délai les défauts d'isolations phonique et thermique.

Au cas où la réparation du vice constaté présenterait, selon l'appréciation du Maître d'Oeuvre ou du Maître de l'Ouvrage un caractère d'urgence, elle devra être exécutée sans délai.

A défaut d'exécution dans les délais fixés, les travaux pourront, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques de l'entreprise défaillante dans les conditions identiques à celle prévues à l'article XVI 5.

Le solde des retenues de garanties ou, la main levée des cautions correspondantes ne pourront avoir lieu qu'après la réparation des désordres ou imperfections constatés à l'issue de la période de garantie.

## **ARTICLE XVIII - GARANTIES BIENNALES ET DECENNALES**

L'entreprise sera tenue des garanties et responsabilités définies par les articles 1792 et suivants ainsi que par l'article 2270 du Code Civil.

L'entreprise devra, en outre, garantir le MAÎTRE DE L'OUVRAGE au cas où ce dernier, vendeur de tout ou partie des immeubles à construire, serait tenu en application de l'article 1646-1 du Code Civil.

Concernant les installations mises en place et devant fonctionner avant la prise de possession des immeubles par le Maître de l'Ouvrage, celui-ci n'en ayant pas la garde, ne saurait en assumer l'entretien et se voir opposer l'expiration d'un délai de garantie, le point de départ de la période de garantie, dans ce cas, étant la réception.

## **ARTICLE XIX - RESPONSABILITES**

L'entreprise devra, pendant la durée des travaux et même en cas de force majeure, garantir à ses frais les matériaux approvisionnés et les ouvrages exécutés ou en cours d'exécution, tous vols et détournements, dégradations ou destructions de toutes natures.

L'entreprise sera seule responsable des désordres pouvant provenir d'une fourniture de matériaux défectueux qu'elle aura employés ou d'une mauvaise mise en oeuvre de ces derniers.

L'entreprise assumera dès la signature du présent marché, les responsabilités édictées par le Code Civil.

L'entreprise sera seule responsable des dommages causés aux immeubles avoisinants à l'occasion de travaux, et en particulier, de démolitions et reprises en sous-oeuvre. Elle sera tenue de réparer ces dommages et en particulier les fissures, même légères, qui ne seraient pas prises en compte par les Compagnies d'Assurances. Elle devra également garantir le Maître de l'Ouvrage pour tous recours qui seraient exercés par les propriétaires voisins.

L'entreprise devra se conformer à toutes les règles édictées par le titre VII du livre I du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation, et en particulier, au règlement de construction, objet du décret n°69.596 du 14 juin 1969 et à ses arrêtés d'application, sous peine des sanctions prévues à l'article 103 dudit Code (voir circulaire n°73.107 du 12.06.1973).

Aux termes de la circulaire n°73.107 du 12 juin 1973 (J.O. du 10 juillet 1973 : aménagement du territoire, logement tourisme), l'Administration a décidé de procéder, de façon permanente, à tous contrôles du respect du règlement de construction et plus particulièrement des règles de protection contre l'incendie et des règles d'accès aux handicapés. Le contrôle s'effectuera sous la forme des visites pouvant intervenir en cours de travaux et pendant un délai de deux ans, à compter de la déclaration d'achèvement.

Tout obstacle mis par quiconque à l'exercice de ce droit de visite est passible des sanctions prévues à l'article 100 du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation. L'entreprise devra se soumettre à tous ces contrôles et en faciliter, au maximum, le déroulement. Elle sera responsable envers le Maître de l'Ouvrage de tous les préjudices que celui-ci subirait du fait de la méconnaissance de cette obligation.

Les infractions audit règlement de construction, constatées à l'occasion de ces visites, même après achèvement des travaux, exposent les constructeurs contrevenants à des sanctions pénales, le Tribunal pouvant ordonner de plus soit la mise en conformité des ouvrages avec les règlements, soit leur démolition.

L'entreprise garantira expressément le Maître de l'Ouvrage pour tout préjudice qu'il pourra subir du fait d'une violation quelconque de ce règlement de construction; en particulier des frais de mise en conformité des ouvrages ou de démolition, reconstruction et de dommages et intérêts annexes que pourrait subir le Maître de l'Ouvrage.

## **ARTICLE XX - ASSURANCES OBLIGATOIRES**

L'entreprise garantit :

Etre titulaire d'une police souscrite par capitalisation couvrant ses responsabilités biennales et décennales, définie par le titre 1 de la loi n°78.12 du 4.01.1978. Cette police devra être en conformité avec le titre III. L'entreprise devra être toujours à même de présenter une attestation d'assurance délivrée par la Compagnie auprès de laquelle elle a souscrit cette police et de remettre, en communication, un exemplaire de son contrat au Maître de l'Ouvrage, si celui-ci en fait la demande. L'attestation indiquera la nature des garanties accordées par la police et le montant des capitaux assurés. Une attestation sera délivrée au Maître de l'Ouvrage à la signature du présent marché, et valable à la DROC.

Etre titulaire d'une police personnelle de responsabilité civile pour dommages de toute nature causés au Maître d'Ouvrage et aux tiers, y compris les dommages survenant aux existants et aux avoisinants. Elle relève le Maître de l'Ouvrage de toute condamnation qu'il pourrait encourir du fait de dommages de cette nature. Elle devra être à même de présenter une attestation délivrée par la Compagnie d'Assurances couvrant ces risques et remettre, en communication au Maître de l'Ouvrage, un exemplaire de son contrat sur simple demande de sa part.

Etre titulaire d'une police d'assurance contre l'incendie comportant une renonciation à recours contre le Maître de l'Ouvrage, ainsi qu'une police d'assurance dégâts des eaux pour l'ensemble du programme en construction. Elle devra être à même d'en présenter une attestation délivrée par la Compagnie d'Assurances comportant ladite renonciation au recours. Au cas où l'entreprise ne pourrait justifier une telle garantie, le Maître de l'Ouvrage se réserve de souscrire pour son compte, aux frais et charge de l'entreprise, une police destinée à garantir le chantier en cours de travaux.

Dans le cadre de sous-traitance, l'Entreprise devra justifier des mêmes garanties pour ses sous-traitants.

Aucun règlement pour solde ne sera effectué sans la présentation d'un certificat des Compagnies d'Assurances prouvant que l'assuré a intégralement réglé les primes ou cotisations applicables aux travaux visés par le présent Cahier des Clauses Générales.

## **ARTICLE XXI - QUALIFICATION**

L'entreprise garantit être qualifiée, elle devra fournir une attestation émanant de l'O.P.Q.C.B. ou QUALIFELEC indiquant les activités pour lesquelles elle a reçu les qualifications officielles.

## **ARTICLE XXII - ACOMPTE**

Il ne sera délivré aucun acompte sur approvisionnement, ni avance de démarrage.

## **ARTICLE XXIII - SITUATION DE TRAVAUX**

Chaque mois il sera établi à l'ordre du Maître d'Ouvrage, signataire du marché par l'entreprise une situation des travaux exécutés depuis l'origine et arrêtés au 30 du mois en cours, faisant apparaître les travaux du mois par nature.

PROMOGIM GROUPE	CCG Marchés de Travaux	EV/FN/BG/Mai 2010 PROMOGIM GROUPE	<b>Page 12 sur 18</b>
-----------------	------------------------	--------------------------------------	-----------------------

Cette situation sera établie en quatre exemplaires sur papier à entête de l'entreprise dont au moins un original et adressée au Maître d'œuvre avant le 5 du mois suivant l'exécution des travaux. Cette situation sera après vérification par le Maître d'Oeuvre, transmise au Maître de l'Ouvrage avant le 10..

Chaque situation de travaux devra être établie à partir de la décomposition du prix global et forfaitaire et fera apparaître les quantités réalisées, les prix unitaires et les totaux correspondants. Cette décomposition sera faite selon le cas par maison ou par bâtiment. Elle tiendra compte des différentes phases ou tranches de réalisation.

## **ARTICLE XXIV - PAIEMENT DES TRAVAUX**

Par dérogation à l'annexe D de la Norme NFP 03.001, le règlement de la situation sera effectué par chèque à 45 jours fin de mois d'exécution des travaux.

En cas de retard dans la production d'une situation par l'entreprise, le règlement en est reporté au mois suivant. Seuls seront pris en compte dans l'établissement des situations de travaux les ouvrages correspondant à des tâches entièrement terminées et correctement exécutées.

Les paiements à effectuer sont liquidés sur la base des situations vérifiées, diminuées des règlements déjà effectués, de la retenue de garantie si elle n'est pas cautionnée, des pénalités et généralement de toutes sommes à la charge de l'entreprise.

Toute délégation de créance est interdite à l'entreprise sans l'autorisation expresse du Maître de l'Ouvrage.

L'entreprise s'engage à adopter la présentation matérielle des décomptes et situations décidées par le Maître de l'Ouvrage.

Par dérogation à la norme NFP 03.001 Annexe D article 18.7, il est précisé que tout retard de paiement fautif du Maître de l'Ouvrage, au-delà d'un délai de 90 jours entrainera, après mise en demeure restée sans effet, l'attribution d'intérêts moratoires calculés sur le taux de base bancaire.

Dans l'hypothèse où l'entreprise est titulaire de plusieurs marchés sur une opération de construction ou est titulaire de marchés différents sur plusieurs opérations de construction, il est expressément convenu qu'il pourra y avoir compensation entre les différents marchés.

Au cas où une garantie de paiement au titre de la loi 94-475 du 10 Juin 1994, serait mise en place, l'entreprise s'engage à fournir en contrepartie et concomitamment une garantie de bonne fin de ses travaux.

## **ARTICLE XXV- REGLEMENT DEFINITIF DES COMPTES**

Par dérogation à la norme NFP 03 001, le décompte définitif de l'entreprise sera arrêté suivant la procédure ci-après :

- Dans un délai de trois mois de la réception, l'entreprise devra fournir au Maître d'œuvre le décompte général définitif des sommes dues au titre du marché.
- Au cas où l'entreprise n'aurait pas produit son décompte général définitif dans le délai prescrit, le Maître de l'Ouvrage pourra arrêter les comptes sur la base du décompte établi unilatéralement par le Maître d' Oeuvre et notifié à l'entreprise par lettre recommandée. L'entreprise, dans le délai de 10 jours pourra présenter, sous pli recommandé, ses observations. Passé ce délai, le décompte général définitif arrêté par le Maître d'Oeuvre sera réputé être accepté.

- Lors de la facturation définitive des travaux l'entreprise devra fournir en complément de son décompte, une facture dite "de régularisation", faisant ressortir les montants du marché et les avenants 100% Hors Taxe ainsi que le montant de la T.V.A qui sera payable dans les 30 jours.

## **ARTICLE XXVI - RETENUE DE GARANTIE**

Une retenue de garantie de 5% sur le montant hors taxes sera appliquée sur les situations de travaux vérifiées par le Maître d'Oeuvre et acceptées par le Maître de l'Ouvrage.

L'entreprise pourra remplacer la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire d'un établissement bancaire agréé, égale au montant de cette retenue de garantie, conformément à la loi.

L'entreprise s'engage expressément et irrévocablement à accepter que, pendant l'exécution des travaux ou postérieurement à ceux-ci, soient versées au Maître de l'Ouvrage par le consignataire ou la caution, et à la première demande de celui-ci, les sommes nécessaires à la réparation, la réfection ou l'exécution des ouvrages ainsi que toutes celles dont il serait redevable envers le Maître de l'Ouvrage au titre du marché.

A l'expiration du délai d'une année, à compter de la date de la réception, la caution est libérée ou les sommes consignées sont versées à l'entreprise, si le Maître de l'Ouvrage n'a pas notifié à la caution ou au signataire, par lettre recommandée, son opposition motivée par l'inexécution des obligations de l'entreprise.

## **ARTICLE XXVII - PENALITES ET DOMMAGES ET INTERETS**

### **1) - Pénalités en cours de travaux :**

Des pénalités seront systématiquement appliquées en cours de travaux aux entreprises qui par suite de retard soit dans l'exécution des ouvrages, soit dans l'approvisionnement des matériaux ou des matériels, ou dans la fourniture des plans, perturbent le rythme du travail du chantier.

Le Maître d'œuvre établira, chaque mois, le décompte de ces pénalités qui seront systématiquement retenues sur les situations de travaux présentées par l'entreprise, d'après le calcul suivant :

Chaque retard par rapport au planning contractuel, non motivé par une prolongation de délai, fera encourir à l'entrepreneur responsable, une pénalité dont le montant est égal à :

$1/3000^{\text{e}}$  du montant du marché H.T. x J

Cette pénalité ne pourra toutefois être inférieure à 400 € HT x J

"J" étant le nombre de jours en retard pour chaque tâche ou la tâche la plus en retard, apparaissant chaque semaine sur les comptes rendus de chantier, dans le mois considéré.

L'entreprise aura la possibilité d'annuler cette pénalité si elle parvient à combler son retard dans un délai inférieur à un mois. Si elle ne parvenait pas à ce résultat, la pénalité encourue serait définitivement acquise au Maître de l'Ouvrage pour somme à valoir sur les pénalités de fin de chantier.

Sur décision irrévocable du Maître de l'Ouvrage, après avis du Maître d'Oeuvre, cette somme pourra être, convertie en prime de dédommagement aux entreprises qui auraient par leurs efforts permis de terminer l'ensemble des travaux de la tranche, dans le délai prévu.

Tout retard de plus de 20 jours calendaires pourra donner lieu, si le Maître de l'Ouvrage le juge nécessaire, à la résiliation partielle du marché aux torts et griefs de l'entreprise défaillante, avec passation d'une commande à une autre entreprise, aux frais de l'entreprise défaillante, pour terminer les ouvrages commencés.

### **2) - Pénalités pour logements témoins**

PROMOGIM GROUPE	CCG Marchés de Travaux	EV/FN/BG/Mai 2010 PROMOGIM GROUPE	<b>Page 14 sur 18</b>
-----------------	------------------------	--------------------------------------	-----------------------

Par témoin, en cas de retard soit dans l'exécution des travaux, soit dans l'approvisionnement des matériaux ou des matériels ou en cas de retard à la réception des travaux, soit que les ouvrages ne soient pas parfaitement achevés, soit que les réserves n'aient pas été levées, il sera appliqué une pénalité globale égale à 400 € par jour de retard par rapport au planning d'exécution témoins.

### **3) - Pénalité en fin de chantier pour logements non réceptionnés**

Par tranche, en cas de retard à la livraison ou à la réception des travaux, il sera appliqué une pénalité globale égale à 200 € x n x J.

"n" = nombre de logements n'ayant pu être réceptionnés à la date contractuelle.

"J" = nombre de jours de retard au-delà de la date de réception.

Cette pénalité globale sera répartie entre toutes les entreprises ayant eu des retards en cours d'exécution et au prorata des plus grands retards de chacune.

### **4) - Pénalités pour retard dans la levée des réserves**

Par tranche, en cas de retard dans la levée des réserves, il sera appliqué aux entreprises concernées une pénalité globale égale à 200 € x n x J.

"n" = nombre de logements dans lesquels demeurent des réserves non levées dans les délais contractuels.

"J" = nombre de jours de retard au-delà du délai contractuel de levée des réserves.

### **5) - Pénalités pour absence aux rendez-vous :**

Il sera appliqué à l'entreprise une pénalité pour absence ou pour retard aux rendez-vous de chantier. Un retard supérieur à une heure, sera assimilé à une absence audit rendez-vous. Le montant de cette pénalité est fixé à 75 €.

### **6) - Dommages et intérêts :**

A - L'entreprise devra garantir le Maître de l'Ouvrage du préjudice qu'il pourrait subir du fait des réclamations des acquéreurs provenant, soit d'une faute de l'entreprise dans l'exécution des travaux, soit des retards de livraison imputables à l'entreprise et notamment la prise en charge de frais d'hôtels, de garde-meuble et dommages et intérêts.

B - Chaque entreprise, responsable du retard final de l'ensemble des travaux, supportera proportionnellement au nombre de jours de retard constaté l'excédent de supplément de prix que le Maître de l'Ouvrage devra payer aux autres entreprises, en raison du retard apporté dans l'exécution de leurs travaux et dont ces dernières ne seront pas responsables.

## **ARTICLE XXVIII - DISPOSITIONS DIVERSES**

A - Logements témoins : Un groupe de maisons ou appartements modèles sera construit préalablement à l'opération et sera équipé dans les formes et avec les matériaux du marché et sera exécuté au prix du marché, dans un délai global défini au C.C.P., compris travaux de V.R.D.

Tous les travaux afférents à ces pavillons ou appartements ainsi que leurs remises en état en fin de chantier, en conformité avec le devis descriptif, avant la livraison à la clientèle, sont à la charge de l'entreprise.

B - Responsabilité de remise des clés : L'entreprise de menuiserie remettra à l'entreprise de peinture les clés des maisons ou appartements en trois exemplaires, ces clés étant attachées à un porte-clé servant de repère.

L'entreprise de peinture aura la responsabilité de la fermeture des maisons et des clés jusqu'à la réception. Elle pourra, toutefois, remettre les clés au Maître d'Oeuvre ou au Maître d'Ouvrage sur leur demande.

C - Il est formellement interdit à l'entreprise d'utiliser les immeubles terminés ou en cours d'achèvement pour y installer les dortoirs, réfectoires, magasins, ateliers ou bureaux.

## **ARTICLE XXIX - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

### **1) - Dispositions générales**

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, la Sécurité et la Protection de la Santé des personnes et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie et autres. Il aura, en outre, la responsabilité de répondre, à ses frais, aux normes fixées par la réglementation en vigueur.

### **2) - Dispositions particulières aux chantiers tous corps d'états**

Le marché est soumis aux dispositions du décret n°77-996 du 19 août 1977 pris pour l'exécution des dispositions du Livre II, Titre III, chapitre V (première partie législative) du Code du Travail et à la loi 93.1418 du 31.12.93 et des décrets subséquents, P.P.S.P.S. et le C.I.S.S.C.T..

#### **a) Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)**

L'entreprise dispose d'un délai de 30 jours, à compter de la signature du présent marché pour établir son P.P.S.P.S. conformément à la loi 93.1418 du 31.12.93.

L'Entreprise devra, dans le même délai, adresser le P.P.S.P.S. au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Oeuvre, à la Médecine du Travail, à l'Inspecteur du Travail, au C.I.S.S.C.T s'il existe, à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie et au Comité Régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics, au Bureau de Contrôle et au Coordonnateur S.P.S., le tout conformément à la section V du décret n°94.1159 du 26.12.94.

Un exemplaire à jour du P.P.S.P.S. devra être tenu par l'entreprise en permanence sur le chantier.

#### **b) Collège Interentreprises pour la Santé, la Sécurité et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.)**

S'il doit être constitué un C.I.S.S.C.T. l'entreprise sera tenue d'y être représentée.

#### **V.R.D. à l'usage du personnel de chantier**

L'entreprise de G.O. ou l'entreprise de VRD, si un marché indépendant de VRD est passé, devra réaliser avant toute intervention des entrepreneurs sur le chantier :

- Une voie d'accès éclairée au chantier avec desserte des locaux destinés au personnel, conformément à l'article 31 du décret du 19 août 1977 susvisé,
- Un raccordement aux réseaux EP, EDF, EU, desservant les locaux et installations destinés au personnel de chantier, conformément aux articles 32 à 34 dudit décret.

L'entreprise de G.O. reconnaît avoir délégation du Maître de l'Ouvrage en ce qui concerne les obligations des articles 31 à 34 du décret du 19 août 1977 et s'engage à assurer toutes les conséquences d'une défaillance dans ce domaine.



## ARTICLE XXX – RESILIATION

Le marché peut être résilié de plein droit, au seul gré du Maître de l’Ouvrage et sans que l'entreprise ou ses ayants-droit puissent prétendre à une indemnité quelconque :

- 1) En cas de sous-traité total ou partiel, cession, transfert ou apport du marché sans l'autorisation du Maître de l’Ouvrage.
- 2) En cas d'incapacité, de fraude ou tromperie grave sur la qualité des matériaux ou la qualité d'exécution des travaux.
- 3) En cas d'abandon du chantier dûment constaté par le Maître d’Oeuvre et le Maître de l’Ouvrage huit jours après une lettre recommandée valant mise en demeure restée infructueuse.
- 4) A la fin de chaque tranche de travaux si elles sont conditionnelles.
- 5) En cas de règlement judiciaire ou faillite, même si l'entreprise a obtenu un concordat, avec l'autorisation de continuer à exercer son activité, à moins que le Maître de l’Ouvrage ne préfère accepter les offres du liquidateur ou syndic représentant la masse pour la continuation des travaux.
- 6) En cas de décès de l'entrepreneur, sauf le droit pour le Maître de l’Ouvrage d'accepter les offres des héritiers ou des successeurs de l'entrepreneur.
- 7) En cas de dissolution de l'entreprise, si celle-ci est constituée en Société.
- 8) Enfin, dans tous les cas où l'entreprise ne s'est pas conformée aux stipulations du marché ou aux ordres écrits ou au planning qui lui ont été donnés, le marché est résilié de plein droit si l'entreprise ne remplit pas ses obligations dans le délai de 8 (huit) jours, à compter de la mise en demeure qui lui est signifiée.
- 9) Au cas où, après signature du marché ou de l'ordre de service de commencer les travaux, il est constaté que l'entreprise ne peut justifier de la mise à jour de ses cotisations sociales (URSSAF), Caisse des Congés Payés, impôts et taxes diverses, etc...
- 10) Au cas où l'opération serait interrompue pour toute raison commerciale ou administrative ou de force majeure.

## ARTICLE XXXI - CONSEQUENCES DE LA RESILIATION

Dans tous les cas de résiliation prévus, l'entreprise est tenue d'évacuer le chantier et ses annexes (hangar, magasins, bureaux, etc...) dans le délai d'un mois au plus tard, à dater de la demande faite par le Maître de l’Ouvrage de libérer le chantier.

Le Maître de l’Ouvrage pourra, en outre, en cas de résiliation, passer un nouveau marché aux risques et périls de l'entreprise défaillante. Les excédents de dépenses et préjudices directs ou indirects qui pourraient découler de cette résiliation, seront alors à la charge de l'entreprise et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues, tant au titre des situations en cours de règlement que des retenues de garantie, cautionnement ou non, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Dans tous les cas de résiliation, il sera procédé à la diligence du Maître d’Oeuvre, à un relevé qualitatif et quantitatif des travaux. L'entreprise sera dûment convoquée, ledit relevé sera réputé contradictoire à l'égard de l'entreprise qui n'aurait pas déféré à la mise en demeure qui aurait été faite d'avoir à y assister.

Au cas où l'opération ou une des tranches prévue au CCP serait interrompue provisoirement ou définitivement pour toute raison commerciale ou administrative ou de force majeure, aucune somme ne sera due à l’entreprise notamment en raison des dépenses éventuellement engagées tant de main d'œuvre que de matériaux, de matériels,

y compris le montant des frais d'amortissement de ces derniers, pertes d'exploitation et de profit, dommages consécutifs ou non, matériels et immatériels, préjudice moral, liés à la non réalisation des travaux considérés.

## **ARTICLE XXXII - CONTESTATIONS ET LITIGES**

Tribunal compétent :

Toutes les contestations se reportant au présent marché et qui ne pourraient être réglées amiablement, seront de la compétence exclusive du Tribunal de Grande Instance du lieu du siège du Maître de l'Ouvrage, nonobstant toutes clauses attributives de compétence qui pourraient figurer dans les lettres et autres pièces émanant de l'entreprise.

Loi applicable :

Pour l'interprétation et l'exécution du présent marché et pour tout litige la loi applicable est la loi française.

## **ARTICLE XXXIII - ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution du présent marché, les parties font élection de domicile en leurs demeure et siège respectifs. Toutefois, dans le cas où l'entreprise n'aurait pas son siège dans le ressort du Tribunal du siège du Maître de l'Ouvrage, toutes modifications, assignations seront valablement faites à l'entreprise en son bureau, sur le chantier.